Le site des *Cahiers pédagogiques* propose un portrait de Jean-Pierre Fournier, par ailleurs membre du collectif d'animation du site Q2C.

Etre élève à Paris, ni mineur, ni majeur, sans papiers, sans domicile fixe au XXIe siècle, invisible dans la foule comme dans les consciences, cela existe, aussi inconcevable que cela puisse paraitre, aussi inacceptable dans la ville Lumière. Une expression parmi tant d'autres d'une indifférence qui gangrène les principes même d'une société humaine, que Jean-Pierre Fournier et d'autres volontaires s'emploient à ne pas laisser se déployer. Rencontre avec un enseignant qui ne se résout pas à accepter ce qui ne peut l'être.

Son engagement au sein du réseau RESF a commencé alors qu'il était enseignant dans un collège du XIXe arrondissement. « Dans la classe d'accueil, au bout du couloir, le père d'un élève était menacé d'expulsion, nous nous sommes tous mobilisés et on a réussi à empêcher l'expulsion ». Dans la proximité, ce que l'on pense lointain devient une réalité concrète, et la possibilité d'agir une évidence à saisir.

Cette action au quotidien, il la pratiquait déjà en accompagnant des élèves dans la recherche d'un logement moins précaire. Là, il commence par s'occuper de familles du collège et du quartier sans papiers en quête d'une régularisation. Puis il tient deux fois par mois une permanence de RESF dans le Nord Est parisien. Et c'est dans ces lieux qu'il découvre que des jeunes vivent dans un no man's land administratif.
Coup sur coup, deux ados poussent la porte du local pour raconter leur désarroi. Le premier erre d'hébergement d'urgence en hébergement d'urgence côtoyant au jour le jour d'autres errants souvent alcoolisés, parfois violents et toujours adultes. Le second avait planté sa tente dans le Bois de Vincennes. Il avait été repéré par la maraude d'Emmaüs qu'il avait stupéfaite en brandissant son carnet de correspondance. « Ma première réaction a été aussi la stupéfaction devant des situations qu'on n'imaginait pas » confie l'enseignant. Il se documente, lit notamment un numéro de la revue Plein droit du Gisti (Groupe d'information et de soutien aux immigrés) et se rend compte que cette situation est loin d'être nouvelle. D'autres jeunes errants viennent à la permanence et racontent à leur tour leur histoire marquée par un rejet d'une prise en charge par l'ASE (Aide sociale à l'enfance).

Lire la suite sur le site des Cahiers…